



Brèves de l'OMC

Une publication de la Délégation permanente de la France auprès de l'OMC

Octobre

2023

Editorial
p. 1

Négociations
multilatérales
p.2

Activités
régulières de
l'Organisation
p.3

Activités de la
France à l'OMC
p.6

Calendrier de
l'OMC
p. 06

Editorial : « OMC : la ministérielle de la réforme ? ».

Souvent décriée et fragilisée, l'OMC continue pourtant de jouer un rôle central et mal connu. Dans un monde divisé où le dialogue entre Etats semble impossible, elle reste une enceinte de discussion fonctionnelle, dans laquelle chaque Etat compte pour une voix. Avec son socle d'accords existants et leurs disciplines, elle continue de garantir tant bien que mal aux opérateurs du commerce international transparence, prévisibilité des règles et une relative assurance de non-discrimination. Mais les menaces existentielles s'accumulent, il faudrait être aveugle pour l'ignorer.

La prochaine conférence ministérielle de l'OMC, fin février 2024 à Abou Dhabi, sera un moment important pour stopper l'effritement et commencer à moderniser l'OMC. Plusieurs négociations ou chantiers sont engagés, à bien des égards majeurs pour l'avenir du système commercial international.

La réforme de l'OMC pour la moderniser et l'adapter aux nouveaux enjeux est enfin engagée. Les négociations progressent pour réparer son système de règlement des différends, notamment son organe d'appel, dont dépend in fine la crédibilité et le respect des règles de l'OMC. Une perspective existe en outre de lancer deux chantiers de long terme, premiers pas vers une modernisation des règles de l'OMC sur les subventions industrielles et pour une meilleure prise en compte des enjeux environnementaux.

Les négociations se poursuivent également pour compléter l'accord de juin 2022 interdisant les subventions à la pêche illégale, non déclarée et non réglementée : il s'agit désormais de préciser des disciplines strictes sur les subventions qui contribuent aux surcapacités et à la surpêche, conditionnées à une bonne gestion des stocks halieutiques.

Mais les progrès dépendront également de la capacité à rassembler, qui n'est possible que si l'OMC contribue réellement au développement de tous, et en particulier des pays les plus fragiles. Des mesures sont à l'étude pour mieux accompagner les pays qui sortent de la catégorie PMA. Une réflexion est engagée pour voir jusqu'où les flexibilités qui existent aujourd'hui en faveur des PED sont efficaces et suffisantes. Un accord rassemblant près de 110 pays devrait être finalisé qui visera à faciliter les investissements privés dans les pays en développement.

Ces négociations avancent lentement, la confiance entre pays manque cruellement. Mais comme le rappelait un négociateur récemment, la 13^{ème} ministérielle de l'OMC doit être la « ministérielle de la réforme ».

Etienne OUDOT DE DAINVILLE

Sixième « semaine pêche » - 9 au 13 octobre 2023

Les négociations pêche à l'OMC visent à **compléter l'accord sur les subventions de juin 2022 avec des disciplines portant sur les subventions à la surcapacité et à la surpêche**, en conformité avec l'ODD 14.6. L'objectif est d'aboutir pour la MC13 en février 2024.

La semaine d'octobre s'est déroulée sous forme d'une lecture, article par article, du **projet de texte que l'ambassadeur islandais a mis sur la table depuis le 4 septembre**. Ce projet est proche du texte discuté en juin 2022 (« W20 »). Au titre des évolutions, figure le système « à deux étages » qui prévoit que les plus **gros subventionneurs** sont présumés contribuer à la surcapacité et la surpêche et doivent fournir davantage de données et à une fréquence plus élevée.

Les échanges portent sur les exigences pour démontrer qu'un membre pratique une pêche durable; les subventions conditionnées à la pêche dans les eaux lointaines (au-delà de la juridiction du membre); l'étendue

des exemptions pour les PED/PMA; les subventions non spécifiques aux carburants.

Un **atelier sur les subventions, organisé le 6 octobre par l'OMC, a mis en évidence qu'il est à ce stade impossible de déterminer les plus gros subventionneurs de façon fiable**. L'OMC ne dispose que de 34 notifications relatives aux subventions à la pêche. La teneur des informations notifiées est variable. Les données OCDE ne sont pas substituables car elles ne couvrent que 40 membres (membres OCDE + certains pays émergents) et que le périmètre des soutiens OCDE ne correspond pas à celui d'une subvention OMC.

Suites : Prochaine semaine de négociations pêche : 6-10 novembre (puis 4-8 décembre).

La ratification de l'accord pêche de juin de 2022 est effective pour 50 membres. L'entrée en vigueur nécessite 110 ratifications au total.

maria.cosme@dgtrésor.gouv.fr

Comité sur l'agriculture en session spéciale - 2 et 3 octobre 2023

Il ressort des échanges que les membres ont des visions divergentes tant sur les thèmes prioritaires à aborder et que sur l'ampleur des résultats à viser lors de la 13ème Conférence ministérielle. **Si la sécurité alimentaire est unanimement mentionnée, les actions proposées (transparence, restrictions aux exportations, stocks publics, soutiens internes, accès au marché, sauvegarde spéciale) sont d'une grande diversité**. Dans l'ensemble, les propositions discutées sont sur la table depuis plusieurs années et aucune ne fait consensus.

L'**amélioration de la transparence**, d'ambition limitée, rassemble le plus de positions favorables. **Mieux encadrer le recours aux restrictions aux exportations** fait converger de très nombreux membres. Cependant certains s'y opposent estimant que cet instrument doit rester une option pour limiter la propagation de la hausse des prix externes sur le marché domestique. Certains membres signalent aussi que l'adoption d'un « mini paquet » sur la sécurité alimentaire serait inacceptable. La proposition sur **les stocks publics** (JOB/AG/229, mai 2022) est promue par

80 pays (G33, groupe africain, ACP). Présentée par ses promoteurs comme **la solution** pour garantir la sécurité alimentaire, la proposition fait l'objet d'une opposition ferme de la part de plusieurs membres car elle ouvrirait droit à davantage de soutiens distorsifs, en contradiction avec l'approfondissement de la réforme. La **remise à plat des règles sur les soutiens distorsifs** est promue par de nombreux membres. En particulier, une proposition du Costa Rica (JOB/AG/243, juin 2023) porte sur les soutiens distorsifs, toutes composantes incluses, dont elle organise la réduction progressive. La proposition se heurte à l'opposition de plusieurs autres membres. Deux autres propositions apparaissent encore plus controversées: un **mécanisme de sauvegarde spéciale** est demandé par les pays africains (JOB/AG/205, juin 2023); une proposition des pays africains (JOB/AG/242, juin 2023) relatives aux soutiens internes inclut une limitation de **la boîte verte**, ciblant les paiements directs aux agriculteurs. Enfin, deux membres rappellent que des progrès sur l'accès au marché continuent d'être nécessaires.

maria.cosme@dgtrésor.gouv.fr

Comité sur l'agriculture en session spéciale - 19 et 20 octobre 2023

Avec la MC13 en perspective, la discussion a abordé la transparence, les restrictions à l'exportation, les stocks publics, les soutiens internes et le mécanisme de sauvegarde spéciale.

Sur les **restrictions aux exportations**, trois propositions (Royaume-Uni, PMA, Japon) permettent de préciser les échanges. Celle du **Royaume-Uni (JOB/AG/250)** prend la forme d'un projet de décision ministérielle. Elle prévoit une amélioration des notifications avec une notification **préalable**, le cas échéant incomplète, ainsi que la

transmission d'informations complémentaires si la restriction reste en vigueur plus de 9 mois. Le document propose aussi de prolonger le chantier, au-delà de la MC13. Le document des **PMA (JOB/AG/251)** propose que les membres exportateurs nets de produits alimentaires s'abstiennent d'imposer des prohibitions/restrictions à l'exportation des produits alimentaires importés par les PMA et les PEDINPA. La **communication Japon (JOB/AG/252)** concerne le besoin de clarifier les termes des règles OMC, de prévoir une discussion régulière entre les

membres sur les restrictions et de progresser vers un engagement à limiter le recours aux restrictions.

Le **groupe de Cairns (JOB/AG/253)** a introduit une **analyse de la boîte verte** qui souligne son volume, sa progression deux depuis 2000 et sa concentration au bénéfice de 5 pays. Ce document ne formule pas de proposition de

maria.cosme@dgtresor.gouv.fr

Conseil général - 23 octobre 2023

Les membres ont adopté la Décision du groupe des pays les moins avancés (PMA) portant sur la prorogation des préférences unilatérales sous forme d'accès en franchise de droits et sans contingent en faveur des pays sortis de la catégorie des PMA.

Cette décision reprend les dispositions formulées dans le cadre de l'annexe 1 de la proposition du groupe des PMA.

stephanie.bertrand-trouillard@dgtresor.gouv.fr

réforme. L'Inde (JOB/AG/216rev1) a introduit à nouveau une proposition antérieure visant **l'élimination des droits historiques (ou mesure globale de soutien)**. Le Brésil (JOB/AG/254-JOB/MA/171) a **présenté une communication sur la sécurité alimentaire**. Il préconise une réforme globale des règles et s'oppose à des décisions ciblées, en particulier sur les stocks publics.

L'ensemble des Membres et notamment le groupe des PMA ont salué cette décision et se sont engagés à poursuivre leur discussion sur l'annexe 2 de la proposition. Une première réunion du sous-comité des PMA est programmée le 8 novembre pour évoquer les demandes des PMA relatives à l'accès au marché figurant dans cette annexe 2.

ACTIVITÉS RÉGULIÈRES DE L'ORGANISATION

Comité de facilitation des échanges du 3 au 5 octobre 2023

Le Comité a passé en revue les différentes notifications émises par les membres dans le cadre de l'Accord sur la facilitation des échanges (AFE).

Le Secrétariat de l'OMC a ensuite dressé l'état des lieux des ratifications de l'Accord qui restent stables depuis le dernier comité, et des notifications. Pour rappel, le suivi de l'Accord peut se faire depuis la base de données [TFAD - Trade Facilitation Agreement Database \(tfadatabase.org\)](https://tfadatabase.org). 95,1% des membres de l'OMC ont ratifié l'Accord, et 77,1% des engagements ont été mis en œuvre à ce jour. A noter néanmoins que les PMA n'ont mis en place que 42,8% de leurs engagements au titre de l'Accord dont certains requiert un besoin en assistance technique.

L'Union européenne a co-sponsorisé la communication des Etats-Unis et de la Turquie sur la facilitation des secours humanitaires dans les situations d'urgence, à l'instar du Canada, du Honduras, et du Chinese Tapei. Cette communication milite pour la mise en place de procédures activables immédiatement en cas d'urgence, notamment :

stephanie.bertrand-trouillard@dgtresor.gouv.fr

la mise en place de procédures de dédouanement simplifiées, la coordination des organismes présents aux frontières, la diffusion d'une information claire aux parties prenantes, et le déploiement de la dématérialisation. Ce document est un point d'atterrissage intéressant qui pourrait figurer au tableau des travaux de l'OMC à la préparation de futures pandémies ou autres crises.

L'assistance technique est consubstantielle à l'Accord afin que les pays puissent répondre à leurs engagements. Les pays ont partagé leurs pratiques et leurs projets en termes d'assistance technique pour la facilitation des échanges, notamment UE, Allemagne, Finlande, Pays Bas. Ce Comité de facilitation des échanges s'est également inscrit dans le cadre d'une semaine dédiée à la facilitation des échanges, organisée par le Mécanisme de facilitation des échanges ou TFAF (Trade facilitation agreement facility) ponctuée par des conférences et des rencontres donateurs-bénéficiaires.

Groupe d'accession des Comores - 5 octobre 2023

Les Comores ont de nouveau reçu un fort soutien à leur processus d'accession. La Délégation des Comores était conduite par le Ministre M. AHMED ALI BAZI, Ministre de l'Économie, de l'Industrie, des Investissements, Chargé de l'Intégration économique. Le Président du groupe de travail, l'Ambassadeur du Maroc, Omar ZNIBER, a fait part des travaux importants réalisés par les Comores et exprimé

son souhait de finaliser le processus pour la CM13. Soutien également exprimé par le DGA Zhang et de nombreuses délégations dont l'UE.

Des textes législatifs ont été approuvés ou sont en passe de l'être. Les Comores ont signé plusieurs actes législatifs en rapport avec les règles de l'OMC notamment une loi

relative à la lutte contre la corruption. L'actualisation du code des douanes est finalisée et devait entrer en examen au Parlement. Un certain nombre de textes portant notamment sur le démantèlement des taxes sont finalisés et présentés au Parlement dans le cadre de l'exercice de loi de finances en cours aux Comores.

stephanie.bertrand-trouillard@dgtresor.gouv.fr

Groupe de travail sur les MPME - 9 octobre 2023

La plateforme Global Trade Helpdesk (GTH) connaît des évolutions importantes mais ne prévoit pas encore l'intégration de l'IA. Les mises à jour réalisées sur la plateforme Global Trade Helpdesk (ITC, CNUCED, OMC) ont été saluées par l'ensemble des membres, notamment celles relatives à une plus grande couverture en matière de paiement numérique, des informations sur les seuils tarifaires et d'autres sur les lieux de commercialisation en ligne. En revanche, les membres sont restés prudents vis-à-vis d'un développement de l'outil en matière d'IA.

stephanie.bertrand-trouillard@dgtresor.gouv.fr

Groupe de travail sur l'accession du Timor oriental - 11 octobre 2023

De nombreux membres ont soutenu la délégation du Timor oriental lors de ce groupe de travail conduite par le vice premier ministre du Timor. La délégation du Timor, au nombre de 32 représentants, était conduite par le vice-ministre du Timor oriental, le ministre du transport et des communications, le ministre du commerce et de l'industrie. 20 membres sont intervenus pour soutenir le Timor dans son processus d'accession dont l'UE et les pays de l'ASEAN.

Toutes les offres bilatérales ont été conclues mais trois doivent encore être signées. Pour rappel, 7 offres bilatérales ont déjà été signées avec l'Australie, la Nouvelle-Zélande, le Canada, les Philippines, l'UE, le Japon, le

stephanie.bertrand-trouillard@dgtresor.gouv.fr

Lancement de la campagne d'évaluation de l'Aide pour le commerce - 13 octobre 2023

Après de nombreuses réunions tenues depuis le printemps, **les Membres se sont mis d'accord pour lancer la campagne d'évaluation de l'Aide pour le commerce sur la base de questionnaires d'autoévaluation.**

Pour rappel, les informations recueillies dans le cadre cet exercice de suivi et d'évaluation seront analysées et rapportées dans des publications conjointes de l'OCDE et de l'OMC.

L'objectif de l'exercice est d'étudier **les priorités des pays en développement** et des communautés économiques régionales en matière d'aide pour le commerce, ainsi que

stephanie.bertrand-trouillard@dgtresor.gouv.fr

Etats-Unis et Union européenne ont demandé des précisions, sur la mise en place du système de TVA, droits d'auteurs et mesures SPS.

Outre le rapport du coordinateur du groupe (l'Ambassadeur de la Barbade), un Compendium sur l'accès au financement des MPME dirigées par des femmes pourrait être un livrable possible pour la CM13. Le document est un recueil de bonnes pratiques mises en place dans les pays pour faciliter l'accès au financement des femmes.

Enfin, pour la CM13, le coordinateur a enjoint deux Membres à rejoindre le groupe pour atteindre le seuil symbolique de 100 membres.

Cambodge. Les négociations sont achevées avec les Etats-Unis, l'Indonésie et la Thaïlande et doivent être signées.

S'agissant du processus multilatéral, un membre a relevé quelques sujets à approfondir sur les mesures antidumping et de sauvegarde et sur la propriété intellectuelle. L'UE a demandé des informations complémentaires sur l'organe de vérification de la conformité.

S'agissant des prochaines étapes, le président du groupe espère un dernier groupe de travail en décembre pour une finalisation du processus.

les politiques (y compris les flux de financement) des donateurs bilatéraux, régionaux et multilatéraux, ainsi que des partenaires Sud-Sud. Dans ces questionnaires, **un accent particulier a été porté sur la façon dont le commerce est « intégré »** (c'est-à-dire considéré comme une priorité) dans les stratégies de développement, la manière dont l'aide pour le commerce est alignée sur les priorités des pays partenaires et des communautés économiques régionales, ainsi que les résultats et les impacts obtenus par les bénéficiaires.

La date de retour des questionnaires pour les donateurs, bénéficiaires et organisations est fixée au 30 novembre.

Réunion de l'Organe de règlement des différends du 26 octobre 2023

Au cours de cette réunion, l'Indonésie a **présenté sa demande d'établissement d'un groupe spécial dans l'affaire l'opposant à l'UE** au sujet des droits compensateurs imposés par cette dernière sur les importations de biodiesel.

L'Indonésie considère que les mesures de l'UE sont incompatibles avec **l'accord sur les subventions et les mesures compensatoires** dans le cadre du GATT 1994. L'UE a refusé l'établissement d'un groupe spécial et a invité l'Indonésie à adhérer à l'arrangement d'arbitrage d'appel provisoire multipartite, afin de préserver la possibilité d'un examen par procédure d'arbitrage en vertu de l'article 25 du Mémoire d'accord sur le règlement des différends.

Les Etats-Unis ont une fois encore vivement critiqué le rapport rendu sur l'exception de sécurité nationale dans l'affaire les opposant à Hong Kong au sujet du marquage d'origine. Réitérant des déclarations faites à des réunions antérieures de l'ORD, les États-Unis ont une nouvelle fois fait part de leurs préoccupations concernant le rapport du

groupe spécial dans le différend. Ils ont rappelé que l'OMC ne disposait pas de la compétence ni de l'autorité nécessaires pour évaluer les mesures prises par un Membre au nom de la sécurité nationale.

Hong-Kong, soutenu par la Chine, a reproché aux États-Unis de porter pour la sixième fois cette affaire devant l'ORD. Face à ces critiques, les États-Unis ont soutenu que l'OMC était un forum destiné à **résoudre les différends commerciaux** et non les questions politiques. Ils ont affirmé que la Chine et Hong Kong avaient unilatéralement introduit la question la sécurité nationale à l'OMC.

Enfin, le président de l'ORD a rappelé que, lors de la réunion des hauts-fonctionnaires des 23 et 24 octobre (SOM), une majorité écrasante de hauts fonctionnaires avait **fortement soutenu le processus mis en place pour réformer le système de règlement des différends** et exprimé leur souhait d'obtenir des résultats tangibles lors du CM13.

clara.schoepf@dgtrésor.gouv.fr

Examen de politique commerciale de l'Union douanière de l'Afrique australe (SACU) - 25 et 27 octobre 2023

Le cinquième Examen de politique commerciale de la SACU s'est déroulé en présence du Président de séance l'Ambassadeur Saqer Abdullah ALMOQBEL du Royaume d'Arabie saoudite, du présentateur, l'Ambassadeur Simon MANLEY du Royaume-Uni et du représentant de la délégation de la SACU, l'Ambassadeur Thabang MATJAMA du Lesotho, au nom du **Lesotho, Botswana, Eswatini, Namibie et Afrique du Sud.**

Le représentant du Lesotho a notamment évoqué le **nouveau plan stratégique de la SACU pour la période 2022-27** qui repose sur les piliers suivants : a) L'industrialisation par le développement de chaînes de valeur régionales, la promotion des investissements et des exportations ; b) La Facilitation des échanges et la logistique ; c) La mise en œuvre effective de la ZLECAf ; d) L'engagement unifié avec stephanie.bertrand-trouillard@dgtrésor.gouv.fr

les tierces parties ; e) Le Financement et la mobilisation des ressources ; f) Le renforcement des institutions et la gouvernance.

Il a également précisé que le taux de croissance pondéré global était estimé à 2,3 % en 2022, 1,1 % en 2023, avant de s'améliorer pour atteindre 1,6 % en 2024.

L'UE a rappelé qu'elle était un fervent défenseur de l'Union douanière de l'Afrique australe, dont elle a salué les progrès significatifs depuis sa création en 1969. Elle a salué le travail des pays membres de la SACU à l'OMC et rappelé qu'elle était le principal partenaire commercial de la plupart des membres de la SACU.

Conseil des ADPIC des 30 et 31 octobre 2023

Les positions des Membres sont restées inchangées sur l'extension de la décision ministérielle de juin 2022 sur les vaccins contre la Covid-19 aux traitements et outils de diagnostic, et ce malgré la **publication, le 17 octobre 2023, des résultats très attendus de l'enquête américaine menée à la demande de l'USTR par la Commission du commerce international (USITC) sur la dynamique de marché des diagnostics et traitements contre la Covid-19 et les obstacles à la diversification et à la distribution de ces produits.**

Selon un certain nombre de PED/PMA, il ressort de ce rapport de l'USITC que le mécanisme des licences volontaires est insuffisant pour faire face à la pandémie de

Covid-19, d'où la nécessité d'étendre la décision de la CM12 relative aux licences obligatoires, tandis que plusieurs pays développés ont fait valoir que ce rapport mettait en lumière le fait que l'accès aux traitements et outils de diagnostic dépassait le cadre de la propriété intellectuelle ; d'autres facteurs devaient en effet être pris en compte pour analyser la question de l'accès à ces produits (réglementaires, initiatives mondiales et régionales pour faciliter l'accès, question de capacités etc).

De nombreux PED/PMA ont demandé à ce qu'une décision soit prise avant la prochaine Conférence ministérielle, soit d'ici le Conseil général prévu les 14 et 15 décembre

prochains. Plusieurs Membres ont déclaré avoir besoin de davantage de temps pour examiner le rapport de l'USITC.

Les Membres ont également discuté des propositions de l'Inde et du groupe africain visant à relancer les discussions au sein de l'OMC, en collaboration avec les autres organisations internationales compétentes (notamment OMPI, OMS, FAO, Banque mondiale), **sur le rôle du transfert**

de technologie dans la lutte contre les différentes crises mondiales, sanitaire, climatique ou alimentaire. Les Membres sont notamment invités à mener un travail visant à déterminer **dans quelle mesure les « flexibilités ADPIC » peuvent promouvoir la diffusion de technologies dans les secteurs pharmaceutique et industriel.**

ellen.verdure@dgtresor.gouv.fr

ACTIVITÉS DE LA FRANCE A L'OMC

Visite terrain pour les conseillers agricoles de l'OMC



Invités par la Suisse, les conseillers en charge du dossier agricole à l'OMC ont participé à une visite terrain le 6 octobre. Afin de présenter les atouts de leur agriculture, les organisateurs

nous ont conduit à la rencontre d'un exploitant à Apples, canton de Vaud. Agé de 36 ans, ce jeune producteur, cultive 33 hectares de fruits, légumes et grandes cultures. En fin de parcours de conversion, l'exploitation obtiendra la certification « Bio suisse » prochainement. Les produits sont vendus aux distributeurs, à des restaurateurs et à la vente directe.

Le parcours de l'exploitant inclut une formation à la permaculture à la ferme du Bec Hellouin en Normandie. La visite a suscité un vif intérêt. Les questions ont porté sur le non-usage des pesticides/fongicides (méthodes de protection alternatives, estimation des pertes de récolte); les soutiens publics en contrepartie des pratiques environnementales et climatiques; le système d'irrigation (coût du matériel, origine et coût de la ressource en eau); l'accès au foncier. Ce dernier point est un enjeu majeur, puisqu'en moyenne 6 exploitants se présentent pour la reprise d'une exploitation. Par ailleurs, une réglementation très protectrice vise à préserver l'orientation agricole des terres, compte tenu de la forte pression immobilière surtout sur la rive droite du Léman.

La visite s'est poursuivie au moulin à huile de noix de Sévery, canton de Vaud.

La journée a permis aux participants de développer des liens, dans une ambiance détendue.

maria.cosme@dgtresor.gouv.fr

CALENDRIER DE L'OMC

Mois de novembre 2023 - Réunions connues à ce jour

1^{er}

CONSEIL GÉNÉRAL

Atelier sur l'Accord sur les ADPIC Article 67 : Coopération technique

2

Réunion informelle du Comité du budget, des finances et de l'administration

3

Les PMA et le système commercial multilatéral

6

Réunion informelle ouverte du Groupe de négociation sur les règles (subventions à la pêche) - Chefs de délégation -

Séance d'ouverture de la Semaine de la pêche

Comité des obstacles techniques au commerce - Séance d'information à l'intention des délégués sur le dixième examen triennal

Séance interactive sur la pêche

7

40ème série de consultations du Mécanisme du cadre consultatif du Directeur général sur l'aide au développement en faveur du coton

Comité des obstacles techniques au commerce - Séance Thématique sur l'Utilisation des Technologies et Outils Numériques dans les Bonnes Pratiques Réglementaires (BPR)
Séance interactive sur la pêche
Organe d'examen des politiques commerciales - Taipei chinois
Agriculture - Webinaire sur le Portail Coton
Comité des obstacles techniques au commerce - Séance thématique sur l'évaluation de la conformité et le commerce électronique (CAP et commerce électronique)
Discussion spécifique sur les faits nouveaux concernant le commerce du coton
Réunion informelle ouverte - Groupe de négociation sur les règles

8

Comité des marchés publics
Comité des obstacles techniques au commerce
Réunion informelle ouverte - Groupe de négociation sur les règles (subventions aux pêcheries)
Réunion informelle du Sous-Comité des pays les moins avancés
Atelier sur le développement des semences et la révolution verte

9

Comité des obstacles techniques au commerce
Organe d'examen des politiques commerciales - Taipei chinois
Atelier - Accord OMC - Marchés publics

10

Réunion informelle ouverte du Groupe de négociation sur les règles (subventions à la pêche) - Chefs de délégation -
Séance de clôture de la Semaine de la pêche
Comité des obstacles techniques au commerce
Discussions structurées sur la facilitation de l'investissement pour le développement (Initiative Conjointe)

13

Groupe de travail Comité de l'agriculture
Comité du commerce et de l'environnement - Séance thématique "La contribution du commerce aux efforts de transition énergétique concernant l'adaptation aux changements climatiques et l'atténuation de leurs effets"
Organe d'examen des politiques commerciales - Türkiye
Comité de l'agriculture - Présentation du projet sur l'index Jameel sur le commerce alimentaire et la vulnérabilité, dans le cadre de l'alliance pour la transformation des systèmes alimentaire et climatique (FACT)
Comité du commerce et de l'environnement
Réunion informelle - Comité des mesures sanitaires et phytosanitaires
Sommet des jeunes sur le commerce et l'égalité des genres

14

Comité du commerce et du développement - Session sur l'Aide pour le commerce
Comité du commerce et de l'environnement
Session thématique SPS - Communication des risques, mésinformation et désinformation
Programme de travail sur le commerce électronique - Discussion spécifique
Commerce électronique - Séance d'information : Point de vue de la frontière numérique : améliorer les résultats agricoles grâce aux outils numériques et à la coopération entre les pays développés et en développement
Groupe de négociation sur les règles - Comité des subventions à la pêche Réunion de préparation

15

Comité de l'évaluation en douane
Réunion informelle - Comité des mesures sanitaires et phytosanitaires
Organe d'examen des politiques commerciales - Türkiye
Réunion informelle du Comité de la facilitation des échanges
Comité des restrictions appliquées à des fins de balance des paiements
Comité des mesures sanitaires et phytosanitaires

16

Comité des mesures sanitaires et phytosanitaires
Comité du commerce et du développement - Session spécifique sur les petites économies
Groupe de travail de l'accession de l'Ouzbékistan
Groupe de travail informel sur le commerce et l'égalité des genres

17

Comité des mesures sanitaires et phytosanitaires
Comité du commerce et du développement - Session spécifique sur le Mécanisme de suivi pour le traitement spécial et différencié

Comité du commerce des aéronefs civils
Réunion informelle - Conseil du commerce des services
Comité du commerce et du développement - Session spécifique sur les arrangements commerciaux préférentiels
Comité du commerce et du développement - Session spécifique sur les accords commerciaux régionaux
Comité du commerce et du développement

20

Comité des accords commerciaux régionaux
Comité de l'agriculture - Session extraordinaire informelle à participation non limitée

21

Comité de l'accès aux marchés Session thématique sur la résilience de la chaîne d'approvisionnement
Comité des accords commerciaux régionaux
Comité de l'agriculture - Session extraordinaire informelle à participation non limitée

22

Comité de l'agriculture - Session extraordinaire informelle à participation non limitée
Organe d'examen des politiques commerciales - Albanie
Comité du budget, des finances et de l'administration

23

TRIMS - Séance de formation

24

Organe d'examen des politiques commerciales - Albanie

27

Organe de règlement des différends
Réunion informelle - Comité de l'agriculture
Réunion dans le cadre de l'Initiative liée à la Déclaration conjointe sur le commerce électronique - Séance plénière d'ouverture
Comité de l'agriculture

28

Comité des négociations commerciales
Comité de l'agriculture

29

Comité de l'agriculture

30

Conseil du commerce des marchandises Réunion dans le cadre de l'Initiative liée à la Déclaration conjointe sur le commerce électronique - Séance plénière de clôture

Rédacteur en chef et responsable de la publication : Etienne OUDOT DE DAINVILLE
Réalisation et diffusion : Laurence JACQUES
Parution le 22/11/2023

Délégation permanente de la France auprès de l'OMC
58 rue de Moillebeau - 1209 Genève - Suisse
Courriel : geneve@dgtresor.gouv.fr

Ministère de l'Economie, des Finances, et de la Souveraineté industrielle et numérique
Retrouvez tous nos numéros sur notre site : <https://www.tresor.economie.gouv.fr/Rp-Dp/81>